

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

NEGOCIATIONS SALT DES PROGRES... A REÇULONS

Andrei Gromyko, ministre des Affaires étrangères soviétiques, était ces jours-ci l'hôte du président américain à la Maison-Blanche. Objectif de la rencontre :

encore et toujours la «détente» et le désarmement, avec comme toile de fond, l'embarrassante situation de voir se terminer l'accord «Salt I», qui prend fin le 5 octobre prochain, avant qu'un accord «Salt II», destiné à compléter le premier, ait pu être négocié.

Des centaines d'heures de palabres, échelonnées sur plusieurs années, n'ont pas fait évoluer la situation actuelle qui se traduit par une course toujours plus folle aux armements de la part des deux superpuissances.

Alors, Américains et Soviétiques ont trouvé une solution tout ce qu'il y a de plus provisoire et précaire à cette question ; chacune des deux superpuissances s'est engagée à «ne rien faire contre les accords Salt I», maintenant officiellement caducs, tant que l'autre en fera autant.

C'est ce maigre résultat qui a été présenté pompeusement par les deux parties comme «un rapprochement sensible des positions en présence». Dans une déclaration commune, publiée à l'issue de ces entretiens, l'URSS et les USA ont tous les deux estimé que l'accord sur la limitation des systèmes de défense antimissiles, signé à Moscou en 1972 et amendé en 1974, «sert les intérêts de la sécurité des deux parties» et «illustre la fidélité de l'URSS et des USA à l'objectif de la limitation des armements nucléaires et au principe de la sécurité».

Il fallait bien cela pour donner un minimum de vraisemblance à la prochaine reprise, 24 heures après l'expiration officielle des accords «Salt I», de la Conférence de Belgrade sur «la sécurité et la coopération en Europe».

Sur le fond, la situation reste bloquée sur les mêmes questions : le déploiement des missiles américains

(Suite page 2)

• Dubigeon Le patron est responsable qu'il paye !

Les chantiers navals Dubigeon sont toujours occupés par les ouvriers. Le PDG multiplie ses interventions fracassantes. Il rejette, bien entendu, la responsabilité du conflit sur les ouvriers. Il a organisé une conférence de presse où il s'est laissé aller à dire que le référendum autorisant à utiliser la force publique pour dégager les accès du chantier est une arme qu'il se réserve d'utiliser au moment utile. Il joue l'intimidation.

Mais il ne s'est pas arrêté là ! Le 7 octobre, 164 personnes, âgées au moins de 56 ans et 8 mois sont gentiment invitées à disparaître de la circulation, pré-retraite oblige. Quant aux pointeuses, elles devraient lui permettre de gagner 10 % sur les heures de travail. Il n'y a pas de petit profit. Evidemment, sa société perd 350 000 F par jour, il est triste et il s'en prend aux ouvriers : «Le personnel joue en ce moment l'avenir de l'entreprise». Le personnel ce qu'il veut c'est la disparition des pointeuses, pas de licenciements, pas de diminution d'horaire. C'est le patron qui est responsable. Qu'il paye !

• Sud-Liban

CESSEZ-LE-FEU EFFECTIF

Le cessez-le-feu, intervenu au Sud-Liban lundi matin, semble effectif dans toutes les zones de combat. Il devrait permettre l'application complète de l'accord de Chtaura, qui a consacré la fin des combats au Liban, application rendue impossible dans le Sud du pays du fait de l'agression conjointe des milices phalangistes et des forces sionistes.

L'intervention des troupes sionistes au Sud-Liban a été, pour la première fois, reconnue officiellement à cette occasion par Israël qui, en plus de ses bombardiers, a utilisé de nombreux blindés pour tenter de déloger les combattants palestiniens des positions qu'ils occupaient dans la région.

L'agressivité sioniste ne désarme pas pour autant puisqu'Israël a affirmé bien haut que, partie directe dans

l'accord de cessez-le-feu conclu, il considère qu'il a, de ce fait, le droit d'intervenir dans la région à l'avenir. Il n'était d'ailleurs pas évident, 24 h après la signa-

ture du cessez-le-feu, que les forces sionistes aient abandonné le territoire libanais dans tous les endroits qu'elles avaient investis.

Les combattants palestiniens rappellent avec fermeté que, dans ces combats, ils se situaient dans une position purement défensive face à l'agression



Les armes se sont tuées mais la vigilance demeure dans les positions palestiniennes, agressées par Israël.

EDITORIAL

Plus que jamais

Les travailleurs doutent du Programme commun

Quand le PCF a demandé la réactualisation du Programme commun, il a fait la proposition, entre autres, de rajouter 3 groupes à nationaliser : l'automobile, le pétrole et la sidérurgie. Cette proposition a été lancée à grand renfort de publicité : «référendum» dans la sidérurgie lorraine, numéro spécial de l'Humanité, publication du «coût du Programme commun», etc.

Ce qui n'a pas empêché que les négociateurs du PCF ne reculent sur leurs propositions devant le PS. Ils ont retiré leur proposition de nationaliser Peugeot-Citroën et la CFP (pétrole), ils ont reculé sur le nombre de filiales qu'ils proposaient initialement à la nationalisation, ils ont largement amendé la petite phrase qui dérangeait Fabre.

Il y a eu là une double attitude des dirigeants du PCF. D'une part de grandes promesses et de grands cris devant les travailleurs et les militants de base : nous ne céderons pas, il faut nationaliser ceci et cela. D'autre part, concessions devant le PS. Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, le Comité central du PCF lance à nouveau une grande campagne publicitaire : re-numéro spécial de l'Humanité, milliers de tracts, meeting à la porte de Pantin mercredi, pétition au siège du PS à la fin de la semaine dernière...

Il ne faut pas se laisser impressionner par ce grand déploiement de propagande. Nul ne sait, tout d'abord, si de nouvelles négociations auront lieu et comment elles se passeront. Nul ne sait donc quel sera le résultat de cette grande campagne, au niveau de la signature (ou non) du Programme commun, version revue. Mais de toute

façon, là n'est pas l'essentiel !

L'essentiel c'est que les dirigeants du PCF ont été obligés de montrer qu'ils sont dans l'impasse aujourd'hui dans la mesure où leur tactique, la seule qu'ils ont, est aujourd'hui bloquée.

Ce fait, aucun politicien de gauche aussi habile soit-il ne peut le cacher, aucune distribution de tracts aussi massive soit-elle ne peut y répondre à l'heure actuelle : ce Programme commun qu'on nous plébiscite depuis 5 ans, montre aujourd'hui plus que jamais toute sa faiblesse, le doute existe !

Ce doute, c'est le grand fait nouveau de la situation actuelle, le principal résultat des événements de ces deux dernières semaines.

Bien sûr, la propagande de Marchais sur le thème : «Nous sommes le parti des travailleurs, nous défendons leurs intérêts face au PS», peut avoir un certain impact. Mais cela n'empêche pas que le doute existe, qu'une cassure s'est opérée, plus ou moins grande.

C'est à nous, marxistes-léninistes, qu'il revient, comme nous l'avons toujours fait mais avec plus de vigueur aujourd'hui encore, d'expliquer que profondément le Programme commun, à la Marchais ou à la Mitterrand, ne peut être un «bon programme» pour les travailleurs.

Ce qu'au fond des milliers de travailleurs attendent de nous, c'est bien cela et que nous montrions, concrètement, très concrètement, que la solution que nous proposons est la seule : la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

commune israélo-phalangiste et que, par ailleurs, les accords passés avec l'État libanais leur reconnaissent le droit d'être présents à la frontière, au pied du mont Hermon.

Un droit qu'ils entendent faire respecter.

1917—1977 Octobre aujourd'hui

RASSEMBLEMENT NATIONAL

A l'occasion du 60^e anniversaire
de la Révolution d'Octobre

Le 6 novembre 1977

de 13 H à 22 H

à la Mutualité, rue St-Victor

Métro Maubert-Mutualité

Organisé
par

**L'Humanité
Rouge**



Censure à FR3

Les fiches et les ciseaux

Les fiches, c'est l'utilisation croissante que le pouvoir tente de faire de l'ordinateur pour mieux fliquer et fichier les travailleurs.

Les ciseaux, c'est la censure de Cazeneuve contre l'émission prévue, vendredi 23 à FR3 (20 h 30). La télévision et les organes d'informations sont au service des patrons. C'est tous les jours que la télévision ment, que la radio ment. Il faut noter le fait que le pouvoir a supprimé une émission qu'il avait lui-même programmée. Pourquoi une telle émission a-t-elle été supprimée ?

Cette émission était intitulée : «L'homme et l'ordinateur». Elle a été «reportée» sous prétexte que le montage était à revoir. Que comportait cette émission ? Elle comprenait une critique du projet de loi de Lecanuet sur les libertés face à l'informatique ; cette critique était faite par le syndicat de la Magistrature.

Dans ce montage, on trouvait aussi une interview d'un syndicaliste de la BNP qui explique le projet Swist. Ce projet passe par la mise en place d'un réseau d'informatique qui peut permettre en dix minutes d'évacuer des capitaux à l'étranger. Ajoutez à cela une critique du projet «Gamin», qui consiste à mettre en fiche les certificats de santé des enfants à partir du 9e jour. Ce projet parle de «gestion automatique de médecine infantile». En fait, s'il est mis en place, il permettrait aux flics et aux patrons d'avoir un profil médical de chaque travailleur pour faire pression sur eux et les licencier.

Toujours dans la même émission, il était prévu une critique du projet Audass : «Automatisation des directions départementales d'Action sanitaire et sociale». Ce projet consiste à mettre sur ordinateur tous les renseignements ayant trait aux gens qui ont affaire à l'Action sanitaire et sociale. Or, tous les bénéficiaires de l'Action sanitaire et sociale sont des travailleurs. Tie : ! Tiens !

On comprend que de telles révélations sur les méthodes de renseignements de l'Etat bourgeois aient été jugées scandaleuses par Cazeneuve. D'autant plus que, à propos du projet de loi de Lecanuet, on aurait parlé du projet Safari (rêve de Poniatowski), projet qui visait à mettre en place la communication entre les différents fichiers de chaque citoyen (assurance, police, maladie, école), etc.

Cette émission revêtait une singulière actualité au moment où se tient le salon des composants électroniques (SICOB) et surtout au moment où Haby projette de mettre les élèves en fiche.

A propos des «témoins de Jéhova»

Le No 13 de «La Tour de garde» nous éclaire sur la manière dont ces spécialistes du porte-à-porte véhiculent une idéologie ultra-réactionnaire.

Utilisant avec démagogie l'aspiration des travailleurs au socialisme, ce journal «signale à l'attention de ses lecteurs les preuves évidentes de la fin prochaine du présent système de choses méchant, qui disparaîtra...», mais aussi «la venue d'un nouvel ordre fondé sur la justice.»

Mais bien que le périodique se prétende «strictement neutre pour tout ce qui concerne la politique», on voit rapidement quel ordre défendent ces individus.

«Nous avons intérêt à obéir non seulement aux lois de la création, mais aussi à celles que les hommes ont établies pour organiser la société humaine... Il est donc tout à fait juste que Jéhovah donne à certains le droit de commander et qu'il demande à d'autres de leur obéir... si les citoyens obéissent au gouvernement qui les dirige, ils favoriseront la justice, si les serviteurs ou employés obéissent à leurs maîtres ou employeurs ils effectueront un meilleur travail.»

Le «nouvel ordre» promis par la «Tour de garde», c'est bien en fait l'ordre établi, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme. Quant à la femme, «elle se soumet à son mari et chef... si elle aime son mari et ses enfants, si elle est chaste, si elle est occupée dans la maison et si elle montre un esprit calin et doux, elle sera alors un véritable joyau et «méritera l'amour indéfectible de son mari et contribuera à ce qu'il soit estimé par les autres hommes.»

Et ce venin réactionnaire est diffusé à plus de dix millions d'exemplaires dans 79 langues, distribués par des milliers de témoins, venus le plus souvent d'Amérique du Nord, que des «dispositions pleines d'amour» permettent de faire vivre sans trop de soucis (qui paye ?). Si l'on sait en outre que les témoins de Jéhovah disposent d'une station de radio aux USA, d'une école où les anciens reçoivent une formation spéciale, de «coordinateurs de filiale» implantés par exemple en République Dominicaine, pays à dictature de type fasciste, on constate qu'il s'agit d'une véritable organisation au service du capitalisme et de l'impérialisme US.

Un groupe de lecteurs de Marseille

*«Journal» des témoins de Jéhovah.



Négociations SALT

Des progrès ... à reculons !

(Suite de la page une)

«Cruise» et des bombardiers soviétiques «Backfire», auxquels s'ajoutent de nouveaux missiles lourds, «MX» côté américain et «SS-19» du côté soviétique ; avec en prime les problèmes soulevés par la bombe à neutrons US qui riposte au canon à protons soviétique.

Il faut, par ailleurs, se demander dans quelle mesure, l'administration américaine n'a pas accepté de par-

ler de «progrès» dans ses relations avec Moscou, tout en demeurant évasive sur le contenu de ces «progrès», pour tenter de continuer de mener à sa guise les négociations, sans rendre de compte au Congrès américain, et notamment au Sénat qui comprend de nombreux adversaires d'une politique de capitulation envers les exigences du Kremlin.

● Italie

Colloque contre la répression

Vendredi, à Bologne, débutait un colloque sur la répression en Italie. 30 000 jeunes y ont participé. Différents courants se sont dessinés dans cette réunion qui était très hétéroclite, mais le sentiment antirévionniste en était la toile de fond. C'est pourquoi Bologne, ville dirigée par les révisionnistes, avait été choisie par les organisateurs du colloque.

A cette réunion, il fut essentiellement question du chômage (il y a actuellement 1 600 000 chômeurs en Italie), mais aussi du caractère bourgeois du PCI. Diverses inscriptions venaient concrétiser ce sentiment : «Le révisionnisme, c'est la répression».

A la fin du colloque était organisée une manifestation. La place centrale de la ville était interdite aux manifestants car la mairie l'avait réservée à l'évêque.

La manifestation est passée devant la prison où

sont encore enfermés douze étudiants emprisonnés lors des événements du mois de mars.

Le maire révisionniste faisait grand tapage pour montrer que, finalement, loin d'être répressif, le PCI était au contraire ouvert puisqu'il acceptait de recevoir des milliers de jeunes qui le condamnaient.

Mais le maire oublie de dire que la ville était encerclée par 6 à 7 000 flics prêts à intervenir à tout moment. Il oublie aussi de dire qu'il y eut de nombreuses fouilles. Il oublie de dire que des étudiants sont toujours en prison à Bologne.

D'ailleurs, ce tapage n'a pas influencé les participants du colloque qui possèdent de nombreux éléments pour juger ce parti bourgeois qui s'est associé à la Démocratie Chrétienne pour réprimer les mouvements de mars.

A L'OCCASION DU 1er ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU PRÉSIDENT MAO

COMMUNIQUE

A l'occasion du 1er anniversaire de la mort du président Mao Tsé-toung, un message a été envoyé à la Ligue de la jeunesse communiste de Chine de la part de plusieurs organisations anti-impérialistes : AGEG : Association générale des étudiants du Gabon ; FSAI : Federazione Studenti Africani in Italia ; ASEC : Association générale des stagiaires et étudiants des Comores ; UNECA : Union nationale des étudiants centrafricains ; UNEK : Union nationale des étudiants du Kameroun.

Il est d'une grande signification pour nous, anti-impérialistes de pays dominés, que ce XIe Congrès ait à nouveau souligné la portée universelle de la théorie de la démocratie nouvelle, formulée par le président Mao. Cette théorie qui complète les idées de Lénine et de Staline se fonde sur l'expérience concrète de la révolution chinoise, indique aux peuples des pays coloniaux, semi-coloniaux ou néo-coloniaux, la voie fondamentale à suivre à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne actuelle, pour arracher leur libération et passer directement au socialisme. Le président Mao a défini de façon créatrice la ligne générale pour réaliser la démocratie nouvelle — en tant que révolution anti-impérialiste et antiféodale des masses populaires sous la direction du prolétariat.

Il a indiqué la nécessité de la guerre populaire prolongée comme voie fondamentale pour conquérir le pouvoir. Celle-ci consistant à établir des bases d'appui rurales, à encercler les villes à partir des campagnes pour finalement s'emparer des villes.

Il a souligné avec perspicacité que les peuples doivent, pour remporter la victoire dans leur lutte révolutionnaire, compter avant tout sur leurs propres forces et sur les «trois armes magiques» suivantes :

- un parti révolutionnaire du prolétariat édifié selon la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste
- une armée populaire
- et un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti.

C'est en suivant fidèlement cette voie que le Parti communiste chinois et tout le peuple chinois, dirigés par le président Mao, purent remporter la révolution de démocratie nouvelle et fonder la République populaire de Chine. Il ne fait aucun doute qu'en suivant avec persévérance cette même voie, nos peuples encore soumis sous le joug néo-colonial vaincront leurs exploités et oppresseurs. (...)

«Nous nous réjouissons également de ce que ce XIe Congrès historique ait réaffirmé la justesse et exposé de façon pénétrante la grande théorie du président Mao sur la division du monde en trois à l'heure ac-

● Azanie

Vendredi, alors qu'un bus partait de Soweto pour se rendre aux obsèques de Steve Biko, à King Williams Town, des policiers sont intervenus et ont flagellé tous les passagers et les ont menacés de leurs armes.

● Tchécoslovaquie

Un signataire de la «Charte 77», arrêté en juillet dernier, vient d'être condamné à 3 mois de prison ferme pour «troubles de l'ordre public» par le tribunal de Decin.

Deux autres opposants, arrêtés en janvier dernier, pour avoir distribué la charte dans des usines de Bohême du Nord doivent être jugés la semaine prochaine. Accusés de «subversion contre la Républi-

que», ils risquent une peine de 5 ans de prison. La solidarité des peuples des pays de l'Est dans leur lutte contre le social-impérialisme et la répression fasciste se développe. C'est ainsi que 136 Polonais ont engagé une campagne de solidarité avec Jan Princ, le jeune Tchécoslovaque qui vient d'être condamné, en protestant auprès de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Varsovie.

● USA

L'approfondissement de la crise économique capitaliste entraîne un développement important des luttes sociales aux USA. 5 000 travailleurs de la sidérurgie des aciéries de Youngstown (Ohio) doivent être mis au chômage d'ici la fin de l'année du fait des difficultés gran-

dissantes de l'industrie de l'acier US.

Dans le Massachusetts, 35 enseignants ont été emprisonnés vendredi et une centaine d'autres risquent de l'être les jours prochains pour avoir refusé de mettre fin à une grève déclarée illégale par le tribunal de l'Etat.

● Philippines

42 personnes, dont 15 religieuses et 2 prêtres, ont été arrêtés vendredi, à Manille, au cours d'une manifestation qui a rassemblé 3 000 ouvriers, étudiants, ecclésiastiques protestant contre la loi martiale instaurée, il y a 5 ans, et le maintien des bases américaines dans le pays. Accusées de «sédition commu-

niste», elles seront prochainement traduites devant les tribunaux.

Ces manifestations, regroupant des couches très larges de la population, reflètent l'influence croissante du Parti communiste des Philippines, dont la lutte armée remporte des victoires toujours plus importantes.

● Israël

En Israël, il ne fait pas bon être arabe mais on n'aime pas non plus les gens qui ont la peau noire, fussent-ils de religion juive. 24 Juifs, noirs américains, viennent une nouvelle fois d'en faire l'expérience. Désirant

s'installer en Israël, ils en ont été expulsés manu militari par la police sioniste qui estime crûment que 500 Juifs d'origine noire, installés à Dimona, cela suffit comme ça. Une nouvelle preuve de la nature raciste de l'Etat sioniste.

● Thaïlande

Les «Voix du peuple thaïlandais», radio du Parti communiste de Thaïlande, a condamné récemment l'infiltration russe dans le Sud-Est asiatique.

«Actuellement, le social-impérialisme soviétique redouble d'efforts pour mener à bien son infiltration et son expansion dans le Sud-Est asiatique, devenant ainsi le danger principal pour la sécurité des peuples de cette région».

Moscou avait mis d'abord sur le «système de sécurité collective en Asie» pour contrebalancer les efforts des pays du Sud-Est asiatique en vue de neutraliser cette région du monde.

Le Kremlin a mené grand tapage pour internationaliser le détroit de Malacca ce qui permettrait à ses navires d'y passer librement et au social-impérialisme de placer le détroit dans sa zone d'influence.

tuelle. (...)

«Notre continent, l'Afrique et ses îles de l'Océan Indien sont aujourd'hui le théâtre d'une âpre rivalité entre ces deux superpuissances hégémoniques. L'URSS social-impérialiste et social-fasciste, tard venue au banquet néo-colonial, y accélère avec frénésie son expansion et son infiltration révélant ainsi aux peuples africains son visage hideux de superpuissance à l'offensive, avide d'asservir les peuples, de s'emparer de colonies et des zones d'influence au détriment de son rival américain et des pays impérialistes du second monde.»

«Par le biais de l'agression armée, par mercenaires cubains ou autres interposés, l'URSS a désormais placé l'Angola sous sa coupe et a tenté d'envahir le

Zaire. Il infiltre aussi indirectement les gouvernements ou les forces armées pour y conquérir une position dominante souvent à la faveur d'un coup d'Etat. Mais sa plus dangereuse tactique, c'est l'infiltration des mouvements de libération nationale. Par ce moyen, l'Union soviétique a causé des dégâts sans nombre à la lutte de libération des peuples africains et empêché à cette lutte de suivre la juste voie de la démocratie nouvelle dirigée par le prolétariat, indiquée par le président Mao.»

«Cependant, tous les efforts du social-impérialisme russe pour recoloniser l'Afrique et d'autres pays du tiers monde sont voués à l'échec comme ceux de ses prédécesseurs et rivaux. (...)



NATIONALISATIONS

Rien de démocratique

Les gouvernements capitalistes ont déjà, à plusieurs reprises, procédé à des nationalisations. Il s'agit tout simplement de mettre le plus directement possible

l'État et ses banques au service des monopoles. C'est ainsi que l'État a nationalisé les houillères en difficulté.

l'Union de la gauche. Et les nationalisations que fait un État capitaliste servent aussi les monopoles.

Le pouvoir dans l'entreprise nationalisée

Ce qu'en dit le texte de 1972

«Les comités d'entreprise et d'établissement, les délégués du personnel y compris les délégués d'atelier et de service lorsqu'il en existe dans l'entreprise seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement, l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs, la détermination des cadences et plus généralement l'ensemble des conditions de travail».

(Ed. sociales p.107-108)

«Responsables de l'orientation, de la direction et de la gestion, le conseil d'administration des entreprises nationalisées sera constitué de représentants élus des travailleurs, de certaines catégories d'utilisateurs (syndicats, collectivités publiques, grandes entreprises nationales) et de représentants désignés par le pouvoir démocratique. Ces derniers ne pourront être majoritaires. Le conseil d'administration élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise.

(Ed. sociales p. 110-111)

Cela sert toujours les monopoles. L'EDF, aux mains de l'État, finance toute une partie de la recherche, non rentable à court terme, puis les résultats de la recherche profitent aux monopoles privés. L'électricité leur est d'ailleurs vendue au prix de revient, autre bénéfice.

Il commence à être connu, maintenant, qu'à la SNCF l'argent circule entre le transport des voyageurs (nationalisé) et le transport des marchandises où pullulent les sociétés privées. Et ce sont ces dernières qui en tirent bénéfice, pas le voyageur.

L'État capitaliste sert les monopoles. Ce n'est un secret pour personne, même pas pour les dirigeants de

Mais voilà : le Programme commun affirme que si l'État restera bien capitaliste (ce ne sera pas le socialisme), ses nationalisations à lui seront démocratiques. «Démocratique», c'est le mot-clé.

Concrètement, cela veut dire que les «représentants du personnel», c'est-à-dire les bonzes syndicaux, permanents et autres, assureront la gestion de ces entreprises ou y participeront (là-dessus, PCF et PS ne sont pas encore d'accord).

Or, cela se fait déjà dans certaines entreprises, nationales ou pas, aujourd'hui, sous le gouvernement Giscard. Et en fait de «démocratie», que voit-on ? Les cantines gérées par les pontes syndicaux n'augmen-

Petites phrases

A propos des concessions qu'a fait le PCF dans les négociations de ces dernières semaines :

«Nous avons fait des concessions très importantes par rapport à ce que serait une application stricte du Programme commun (Lettre du Comité central du PCF au PS). Et plus loin : «C'est à vous qu'il appartient de faire le pas que nous avons fait nous-mêmes et de formuler des propositions en conséquence».

A propos des solutions de rechange qu'aurait le PS : si le Programme commun n'est pas résigné : «L'Union de la gauche serait globalement handicapée, mais le Parti socialiste verrait peut-être ses voix passer de 30 % à 35 ou 40 %» (Defferre dans «Paris-Match» de ce week-end).

Et il ajoute : «Nous serions donc amenés à nous tourner vers les communistes en leur disant : "Mettons-nous d'accord sur un contrat de législature"».

Un contrat de législature ne se situe qu'au niveau du Parlement, pas au niveau du gouvernement (ministres, président de la République).

tent-elles pas leurs prix ? Ne licencient-elles pas du personnel ? N'engagent-elles pas du personnel intérimaire facilement licenciable ? Si, les travailleurs de Renault, de l'Alsthom ou de l'EDF l'ont décrit longuement dans nos colonnes.

Ces mêmes pontes syndicaux qui gèrent une partie des entreprises et veulent en gérer la totalité, ce sont aussi les mêmes qui disent avec Ségué : «Mieux vaut 100 licenciements que 200», qui ont dit avec Marchais et Ségué que les Lip étaient des aventuriers parce qu'ils prenaient leurs affaires en main. Là enco-

re, la page «France des luttes» de notre quotidien regorge d'exemples, chaque jour.

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes disent que ces nationalisations ne seront pas plus démocratiques que ne l'est Renault, la SNCF, l'EDF ou les PTT aujourd'hui.

Quand Marchais prétend défendre les travailleurs en proposant plus de nationalisations que n'en veut le PS, il ment. Le pouvoir ne sera pas aux travailleurs, mais à quelques permanents syndicaux déjà en place aujourd'hui, et on peut juger sur pièces.

Agressions racistes et violences policières dans le 18ème

Tabassé toute une nuit au commissariat

Jeudi 15 septembre, à 1 h du matin, un flic en uniforme descend d'une GS, conduite par un «civil» pour demander ses papiers à un passant avec lequel des «mots» sont échangés.

La scène se passe à l'angle des rues Nyha et Léon, près du bar Laiaita. Un quart d'heure après, le flic revient dans un car de police et recherche, à la tête de toute une escouade de policiers, ce passant dans le bar. Il interroge le patron et le barman. Celui-ci, Ali Dahmane Saïd, de nationalité algérienne, a le malheur de lui faire une réponse qui ne le satisfait pas : «On est au courant de rien».

Une heure plus tard, le flic revient à nouveau avec le car de police, cette fois pour embarquer le barman. Frappé à coups de poings et de pieds dans le car, celui-ci sera soumis à des traitements bien pires dans le commissariat de la rue du Mont-Cenis : on le frappe sans arrêt, on lui cogne la tête contre les murs, les flics le traînent par les cheveux, etc. Près d'une semaine après, il porte encore la trace des coups.

A la suite de ces violences policières, Ali Dahmane Saïd a porté plainte, après avoir fait établir un constat par un médecin.

A noter qu'à la suite de cette agression, la section

du PCF de la Goutte d'Or réussit le tour de force, tout en condamnant les ratonnades, d'exiger une «véritable sécurité à la Goutte d'Or» grâce à des «interventions efficaces des forces de l'ordre».

Vendredi matin, une autre agression raciste a été commise par le surveillant du magasin «Stoprix». Il a pris prétexte d'une soi-disant «tentative de vol» pour attirer à l'écart un ouvrier immigré et le matraquer.

Ce dernier, Abdelaziz, a décidé lui aussi de porter plainte, et dans le quartier, la mobilisation contre ces violences racistes s'organise.

Nucléaire

Manifestation de Kalkar

60 000 personnes ont protesté pendant le dernier week-end contre l'implantation d'un surrégénérateur à Kalkar petite bourgade allemande proche de la Hollande. Cela a été l'occasion pour les autorités allemandes de déployer un dispositif policier encore plus important que celui mis en place par le gouvernement français à Malville : 7 500 policiers aux alentours du site, 2 000 à l'intérieur de la centrale, sans compter les nombreux barrages où les manifestants venus des différents pays étaient contrôlés et fouillés, à des centaines de km à la ronde. Étroitement canalisée par la police la manifestation a malgré tout démontré sa détermination en pénétrant en «territoire interdit» pour défilier devant le site transformé en château-fort bardé de chevaux de frise et de sacs de sable.

• Nice

Création d'un comité de soutien antiraciste à Château-Arnoux

Rappelons les faits. Plusieurs jeunes Nord-Africains ont été l'objet de tabassages et de graves sévices dans

cette ville en juin. Leur seul tort : avoir été présents dans un bal qui s'était terminé par une bagarre quelques jours auparavant. Un comité de soutien s'est créé pour faire connaître largement de tels actes policiers qui ne sont pas nouveaux, se donner les moyens de les faire cesser, organiser la défense des victimes (inculpées pour coups et blessures à agents) et le soutien financier, car sans argent pour un avocat, on ne peut se défendre convenablement surtout lorsqu'on est un jeune travailleur immigré.

Voici l'adresse : UIS-CFDT, Sisteron 04200. CCP Marseille 60540 M Solidarité Château-Arnoux. Pour tout contact, UL-CFDT, Sisteron-mairie 04200.



La presse révolutionnaire

Ce qu'en disait Lénine (2)

«L'échafaudage dressé»

La campagne de souscription lancée par l'Humanité rouge (60 millions avant la fin de l'année) est aussi une occasion pour nous de réfléchir sur ce qu'est un journal révolutionnaire lié aux masses.

La première image que Lénine prend dans «Que faire ?» pour expliquer, en 1902, ce qu'est un journal révolutionnaire, c'est l'image du fil conducteur que tend le maçon. La seconde est celle de l'échafaudage qu'il dresse :

«Autre comparaison : le journal n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour du bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il per-

met de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé».

Lénine plaçait très haut le rôle du journal révolutionnaire national du prolétariat : au-dessus de tout autre moyen d'agitation, de propagande, d'organisation des travailleurs. L'Humanité rouge quotidienne n'est pas un accessoire de notre combat, mais elle en est le cœur.

Rien ne peut remplacer, ni localement, ni nationalement cette arme pour notre lutte : le quotidien révolutionnaire des travailleurs !

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !

**TRAVAILLEURS
FRANCAIS. IMMIGRES
SOLIDARITE**



Soutenons la lutte des maîtres-auxiliaires

Nous avons reçu de Lille un communiqué du comité de parti «Jeanne Labourbe» du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) sur la lutte des maîtres-auxiliaires.

Il y aura une grève et une manifestation le 28/9/77. Le communiqué déclare entre autre :

«En aucun cas, la journée du 28/9 ne doit rester sans lendemain.

»Pour leur part, les militants et sympathisants du PCMLF, à l'intérieur des établissements scolaires, mettront tout en œuvre pour réaliser la plus large unité à la base, syndiqués et non syndiqués, et dans l'action (grève, occupation d'établissement) en vue d'obtenir le réemploi de tous les maîtres-auxiliaires au chômage».

Plusieurs maîtres-auxiliaires de Dordogne, dont certains ont 10 ans d'enseignement derrière eux dans des lycées, CES ou CET, ont reçu le jour de la rentrée une nomination complètement révoltante :

«Vue la circulaire ministérielle No 77-312 du 6/9/77, le recteur de l'académie arrête : M. le titulaire X. de la licence Y, est mis à la disposition du lycée Z à compter du :

14 septembre 1977 et jusqu'à la fin de l'année scolaire au plus tard

En priorité pour assurer des heures d'enseignement dans sa ou ses disciplines en fonction des besoins spécifiques restants, non couverts par des postes budgétaires ou par des groupements d'heures (en règle générale, heures supplémentaires à assurer dans l'établissement)

Dans le cas où l'affectation ci-dessus ne désigne pas un poste complet d'enseignement, l'intéressé(e) devra apporter son concours aux diverses tâches nées de la mission éducative de l'établissement. Il assurera alors un service hebdomadaire de 36 heures (1 h d'enseignement comptant pour 2 h d'activités non enseignantes).

Son concours peut être demandé dans ce domaine :

- Pour toute action d'encadrement des activités pédagogiques en classe de 6^e réformée et en particulier des activités de soutien et d'approfondissement ;
- Pour assurer le remplacement éventuel des professeurs de sa discipline dans les diverses classes, lors de leurs absences ;
- Pour la mise en œuvre des activités éducatives de l'établissement.

Le ministre qui n'ose pas licencier brutalement des milliers d'auxiliaires, qui voudrait bien que sa réforme passe sans trop de remous, pousse les maîtres-auxiliaires à l'écœurement et à la démission, en leur faisant faire n'importe quoi, en doublant leur horaire, en les balladant aux quatre coins du département.

Plus que jamais, le seul mot d'ordre juste est :

Titularisation immédiate des auxiliaires !

Cette revendication principale, le SNI et le SNES dominés par le PC et le PS, l'édulcorent, l'oublient, la noient. Mais malgré eux, les jeunes professeurs se groupent et luttent.

● Lainière de Roubaix

Quand les révisionnistes parlent de «contrôler» l'entreprise

Samedi 24 septembre se tenait une conférence de presse de la CGT-Textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Leys.

Au centre de la réunion, bien entendu le problème des 180 licenciements à La Lainière de Roubaix. A ce propos, le point de vue des révisionnistes, qui tiennent en main la CGT-Textile, mérite d'être rapporté.

Leur problème n'est pas celui des licenciements, mais celui de leur justification. Ces prétendus communistes se plaignent «de voir l'emploi de dizaines et sans doute de centaines de leurs camarades menacés sous des prétextes de rentabilité sans qu'il soit possible d'avoir accès aux chiffres qui devraient le prouver».

Eh oui ! Ce qui est en cause, c'est un manque d'informations car, voyez-vous, il est possible après tout que les patrons aient raison ! Aussi nos «défenseurs» de la classe ouvrière se lamentent car «messieurs A. Prouvost, Mazurel, Lefebvre, Toulemonde s'apprêtent à jeter à la rue froidement des salariés sans même prendre la peine de justifier leur geste».

Et sur leur lancée, les révisionnistes font alors remarquer que la situation du groupe est excellente, que le chiffre d'affaires est en augmentation, que les profits se sont accrus en 76 par rapport à 75, etc.

Les travailleurs apprécieront cette façon de «combattre» les plans antiouvriers du patronat. Les révisionnistes, dirigeants CGT,

ont adopté un programme en 7 points où les licenciements ne sont même pas mentionnés. Par contre, on y déclare : *Oui au développement du textile de qualité*. Les deux derniers points méritent particulièrement d'être rapportés :

- «Donner aux syndicats et au CE des moyens et des pouvoirs de contrôle.

- Il faut que les travailleurs soient en mesure, par l'intermédiaire de leurs syndicats, d'infléchir les choix de ces entreprises afin qu'elles aillent dans le sens de l'intérêt national et de la satisfaction des besoins».

En clair, ce que revendiquent les faux communistes du PCF, c'est la possibilité de contrôler directement une entreprise à travers la CGT, syndicat qui leur est inféodé.

De la sorte, les chefs syndicaux du PC deviendraient des patrons à part entière. Nul doute qu'ils demanderaient alors aux travailleurs de retrousser leurs manches pour assurer «le développement du textile de qualité».

Nul doute qu'ils sauraient, en ce qui les concerne, «justifier» les licenciements, par exemple en dé-

couvrant une situation financière «difficile». Les révisionnistes prétendent, d'ores et déjà, mobiliser les travailleuses et les travailleurs du textile sur ces objectifs nullement conformes aux intérêts de la classe ouvrière qui se bat, quant à elle, pour son emploi, contre les licenciements et les bas salaires, contre les plans anti-ouvriers du patronat textile. Pas un seul licenciement à La Lainière et dans le groupe Prouvost-Mazurel.

Vive la lutte classe contre classe
A bas la collaboration de classe
Correspondant HR

● Roubaix

Le 2 octobre, «Portes ouvertes» à Deffrenne



La manifestation des ouvriers de Deffrenne, en mars 1977.

Après les actions menées pendant les vacances (fête populaire, riposte aux menaces d'expulsion), les travailleurs de Deffrenne organisent une journée «portes ouvertes», dimanche prochain de 10 h à 18 h, à l'usine de Leers (à Roubaix, pont du Sartelle, prendre vers Leers, ensuite chercher les drapeaux rouges sur la gauche).

Cette journée doit permettre de renforcer encore plus la mobilisation contre les licenciements.

Outre la visite de l'usine, divers stands et délégations sont prévus sur d'autres usines en lutte.

Au moment où La Lainière annonce des licenciements, il est important de prouver que les travailleurs sont résolus à refuser de payer la crise capitaliste, sont déterminés à refuser tous les licenciements.

Venez nombreux soutenir les Deffrenne.

Dimanche 2. octobre de 10 h à 18 h

Venez nombreux dire avec eux : Non, non, non à tout licenciement !

Correspondant HR

● Lorraine

Augmentation du chômage

Dans la région lorraine, la crise capitaliste va en s'approfondissant.

5 200 emplois ont été supprimés depuis janvier 77. En août, il y avait 42 000 chômeurs.

Le chômage partiel a fait une envolée : «Peu de chefs d'entreprise s'attendent à une reprise tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation où la concurrence reste vive» (Banque de France dicit).

Chaque année, 25 000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi en Lorraine. Le bilan de l'embauche appa-

rait dérisoire pour deux mois en Moselle : 432 jeunes de moins de 25 ans ont été embauchés et 466 contrats d'apprentissage sont en instance de signature.

SUPPRESSION D'EMPLOIS DEPUIS LE 1/1/77
Sidérurgie : 3 429 emplois supprimés
Mines de fer : 580
Houillères : 163 «départs»
Textile : 1 030 emplois perdus



● St Fromond (Manche)

FERMETURE DES TUILERIES 137 LICENCIEMENTS

A Saint-Fromond, il y a une tuilerie. Cette tuilerie emploie 137 personnes. Début juin, la société mère dont le siège est à Beauvais décide de fermer l'entreprise ; résultat : 137 licenciements. Or, dans ce petit village de 773 habitants la fermeture de l'entreprise touche près de 400 personnes, c'est dire l'importance de la situation. L'usine fermera ses portes le 15 octobre.

En 1975 et en 1976, les tuileries de Beauvais ont déjà mis la clé sous la porte dans deux succursales, dans la région de St-Fromond.

Le PDG de la boîte y va de son petit couplet : «La main-d'œuvre locale est excellente. Les gens sont sérieux, pas hautement

qualifiés évidemment, mais c'est une implantation magnifique. Malheureusement, en matière économique, on ne peut pas faire de sentiment».

Le Comité d'entreprise remet les comptes à un expert-comptable. Celui-ci conclut : «Il n'y a pas de déficit». Quant à l'inspection du travail, elle a classé le dossier et accepté les licenciements sans difficultés.

Du côté des ouvriers, le est rude, «nous aurions dû dès le début, occuper l'usine, et aller à Beauvais nous occuper du PDG», dit une femme.

Dans la boîte, il y a deux sections syndicales d'égale importance, CGT et CFDT. Les deux directions locales de ces syndicats «sont sur l'affaire» mais elles passent leur temps à se disputer et

se mordent sans arrêt ; elles rivalisent sur le dos des travailleurs.

A Saint-Lô, à 14 km de là, la municipalité est à gauche, mais elle ne fait rien pour les travailleurs.

Messieurs les bourgeois de gauche sont actuellement plus préoccupés par leurs rivalités pour le pouvoir. 137 personnes, ça ne les intéresse pas, ce qui les mobilise, c'est de savoir quelle filiale sera nationalisée ou pas, qui aura le gâteau. Pourtant, petites ou grosses boîtes, une seule chose compte : les travailleurs. Car c'est tous ensemble qu'il faut lutter.

Les travailleurs de la Normandie doivent tous soutenir cette lutte si importante pour travailler et vivre au pays.